ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2017/0064
relatif à l'ouverture d'une enquête publique portant sur les autorisations requises pour l’aménagement du complexe du seuil du Païcherou située sur la commune de CARCASSONNE sollicitée par la SAS Les Energies de la Cité

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;
VU le code de l'énergie ;
VU l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;
VU la demande du 31 mars 2017 complétée les 20 septembre 2017 et 03 octobre 2017, par la société SAS Les Energies de la Cité représentée par son Président, Monsieur Alain PONCET, relative à l'Aménagement du complexe du seuil du Païcherou sur le territoire de la commune de CARCASSONNE ;
VU les pièces du dossier présenté, et notamment l'étude d'impact et son résumé non technique, conformément aux dispositions des articles R.122-1 et suivants du code de l'environnement ;
VU les avis recueillis au cours de l'instruction ;
VU l'avis du 26 octobre 2017 de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de l'Aude déclarant le dossier complet et recevable ;
VU la décision n° E17000206/34 du 29 novembre 2017 par laquelle le président du tribunal administratif de Montpellier a désigné Monsieur Claude Cazes, Ingénieur conseil du bâtiment en retraite en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique au titre des dispositions du code de l'environnement ;
VU la concertation avec le commissaire enquêteur pour l'organisation de l'enquête publique conformément à l'article R123-9 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet relève des rubriques suivantes (mentionnées à l'article R214-1 du code de l'environnement) :

52 rue Jean Bringer - CS 20 001 - 11 836 CARCASSONNE CEDEX 9
Téléphone : 04.68.10.27.00 - Télécopie : 04.68.72.32.98
Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h - 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h - 13h30/15h
<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubrique</th>
<th>Intitulé de la rubrique</th>
<th>Caractéristique du projet</th>
<th>Régime</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>3.1.0.</td>
<td>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieur ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</td>
<td>Le seuil du Paîcherou constitue un obstacle à la continuité écologique et présente une hauteur de 4,50 m et une largeur de 180 m environ.</td>
<td>AUTORISATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.1.2.</td>
<td>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</td>
<td>Implantation d'ouvrages et d'installations en rive gauche de l'Aude qui vont modifier le profil en travers du bras principal (notamment par la mise en place d'une passe à poissons) sur 88 m.</td>
<td>DECLARATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.1.4.</td>
<td>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).</td>
<td>Cumul des longueurs de berges protégées : 140 m.</td>
<td>DECLARATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.1.5.</td>
<td>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des brouillauds, (...) ; 1° Destruction de plus de 200 m² de frayère.</td>
<td>Intervention dans le lit mineur de l'Aude (pose de bardeaux, piste de chantier et extraction de matériaux) sur une surface totale de 3 200 m².</td>
<td>AUTORISATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.2.1.</td>
<td>Entretien de cours d'eau ou de canaux, (...) le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m³.</td>
<td>Le programme de travaux prévoit l'extraction de 5 000 m³ de matériaux en amont immédiat du seuil.</td>
<td>AUTORISATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.2.2.</td>
<td>Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 2° Surface soustraitée supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D).</td>
<td>La surface d'aménagement installé dans le lit majeur du cours d'eau (passe à poissons, piste piétonne, remblais) est d'environ 750 m².</td>
<td>DECLARATION</td>
</tr>
<tr>
<td>3.3.1.</td>
<td>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).</td>
<td>0,605 ha de zone humide identifié dans l'empreinte du projet.</td>
<td>DECLARATION</td>
</tr>
</tbody>
</table>
CONSIDÉRANT qu’il ressort du dossier présenté que le projet relève de la procédure cas par cas d’évaluation environnementale et que le pétitionnaire a fait le choix de fournir une étude d’impact ;

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de projet</th>
<th>Projet soumis à évaluation environnementale (examen au cas par cas)</th>
<th>Observation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>25° Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial</td>
<td>b) Entretien d’un cours d’eau ou de canaux, (…) le volume des sédiments extraits étant au cours d’une année supérieure à 2 000 m³.</td>
<td>Le programme de travaux prévoit l’extraction de 5 000 m³ de matériaux (en amont immédiat du seuil du Païcherou).</td>
</tr>
<tr>
<td>29° Installations destinées à la production d’énergie hydroélectrique.</td>
<td>Installations d’une puissance maximale brute totale inférieure à 4,5 MW.</td>
<td>La microcentrale hydroélectrique présente une puissance maximale brute évaluée à 614 Kw.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de l’Aude ;

ARRÊTE


Caractéristiques principales du projet :


Le dossier comporte un :
- dossier de synthèse pour l’enquête publique,
- dossier de demande d’autorisation environnementale,
- dossier d’évaluation environnementale,
- résumé non technique de l’évaluation environnementale,
- dossier de plans.

ARTICLE 2 : Monsieur Claude CAZES, est désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision du 29 novembre 2017 de Madame le Président du tribunal administratif de Montpellier. En cas d’empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant sera désigné après interruption de l’enquête par le Président du tribunal administratif.

ARTICLE 3 : La commune de CARCASSONNE est désignée siège de l’enquête.

Pendant toute la durée de l’enquête, les pièces du dossier en version papier, le courrier relatif à l’absence d’avis
de l’autorité environnementale, ainsi qu’un registre unique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur préalablement à l’ouverture de l’enquête publique seront mis à disposition du public en mairie de CARCASSONNE. Les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d’ouverture au public et s’il y a lieu, consigner leurs observations et propositions par écrit sur le registre d’enquête, ouvert à cet effet.

Le dossier sera par ailleurs consultable en version dématérialisée :
- gratuitement sur un poste informatique, en mairie de CARCASSONNE, aux jours et heures d’ouverture aux publics.

Les observations relatives au projet pourront être envoyées avant la clôture de l’enquête, soit :
- par courrier à la mairie de CARCASSONNE (Service Urbanisme - 32, rue Aimé Ramond – 11000 CARCASSONNE) à l’attention de Monsieur Claude CAZES, commissaire enquêteur,
- par courrier à l’attention du commissaire enquêteur à l’adresse suivante : pref-paicherou-carcassonne@aude.gouv.fr.


Toutes les observations, courriels et courriels réceptionnés avant la date d’ouverture et après la date de clôture de l’enquête ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur.


ARTICLE 4 :
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, aux jours et heures dans les lieux suivants :

➔ Mairie de CARCASSONNE – Service Urbanisme - 32, rue Aimé Ramond – 11000 CARCASSONNE
  - le lundi 22 janvier 2018 de 09 h 00 à 12 h 00
  - le lundi 29 janvier 2018 de 09 h 00 à 12 h 00
  - le jeudi 15 février 2018 de 09 h 00 à 12 h 00
  - le mardi 20 février 2018 de 14 h 30 à 17 h 30

ARTICLE 5 :

Cet avis sera en outre affiché en mairie de CARCASSONNE dans les endroits habituellement réservés à cet effet, et dans la mesure du possible, publié par tout autre procédé en usage dans la commune, quinze jours au moins avant l’ouverture de l’enquête publique et pendant toute sa durée.

L’accomplissement de cette formalité devra être justifié par un certificat du maire de la commune susvisée, établi à la clôture de l’enquête.
Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par les soins du responsable du projet à l'affichage du même avis sur les lieux prévus à la réalisation du projet. Ces affichages devront être visibles et lisibles de là où, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement.


**ARTICLE 6 :**
Le projet est soumis à évaluation environnementale, le pétitionnaire a fait le choix de déposer directement une étude d'impact prévue par les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement ; celle-ci est jointe au dossier d'enquête publique ainsi que son résumé non technique.

L'étude d'impact a été transmise à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie, consulté en sa qualité d'autorité environnementale qui n'a pas émis d'avis dans le délai de 2 mois prévu à l'article R122-7 II du code de l'environnement.

L'étude d'impact et le courrier relatif à l'absence d'avis de l'autorité environnementale sont consultables :
- à la Mairie de CARCASSONNE – Service Urbanisme - 32, rue Aimé Ramond - 11000 CARCASSONNE
- à la préfecture de l'Aude,

**ARTICLE 7 :**

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à :
- Madame Valérie ROUX-BOUYSSOU – Chef de projet
  Courriel : v.rooux-bouyssou@caeg.fr – Tél. : 05.62.51.71.83.

**ARTICLE 8 :**
À l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article R123-18, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

**ARTICLE 9 :**
À compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur disposera d'un délai de trente jours pour établir et transmettre au préfet de l'Aude un rapport conforme aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement. Son rapport sera accompagné :
- de l'exemplaire du dossier soumis à l'enquête ;
- du registre ;
- des pièces annexées.

Ses conclusions feront l'objet d'une présentation séparée précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.
Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame le président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Dès réception du rapport et des conclusions par le préfet de l’Aude, celui-ci en adressera copie :
- au responsable du projet,
- à la mairie de CARCASSONNE où s’est déroulée l’enquête.

ARTICLE 10 :
Pendant un an à compter de la date de clôture de l’enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public :
- en mairie de CARCASSONNE ;

ARTICLE 11 :
À l’issue de la procédure, la décision susceptible d’intervenir à l’issue sera une autorisation environnementale qui tiendra lieu d’autorisation IOTA, d’autorisation d’exploiter une installation de production d’électricité et d’absence d’opposition au titre du régime d’évaluation des incidences Natura 2000 délivrée par le préfet de l’Aude, assortie de prescription ou un refus.

ARTICLE 12 :
Le secrétaire général de la préfecture de l’Aude, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) de l’Aude, le maire de CARCASSONNE, la société « SAS Les Energies de la Cité » et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à CARCASSONNE, le 19 déc. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Claude Vo-Dinh